

La Commission nationale informatique et libertés (CNIL) a rendu récemment un avis (1) favorable sur le transfert de données nominatives concernant les assistants techniques français affectés en Côte d'Ivoire.

## TRANSFERT NORD-SUD de données

**C**ETTE affaire a pour origine une opération d'informatisation de la gestion de l'ensemble des personnels expatriés en fonction dans l'administration ivoirienne et dans les organismes para-publics. Bien que les coopérants français ne constituent que l'une des catégories d'expatriés concernés, ils n'en représentent pas moins 50 % de l'effectif global de l'assistance technique en Côte d'Ivoire. Le fichier nominatif des coopérants comprend les items d'informations suivant :

- nom, prénom, nom de jeune fille, sexe, nationalité, date de naissance
- situation matrimoniale, nombre d'enfants, diplômes obtenus
- corps d'appartenance, catégorie, échelon, affectation (service et lieu géographique)
- numéro et intitulé du poste occupé, date des début et fin de contrat
- matricule paie, indice et groupe de rémunération
- coût du coopérant (salaire, charges patronales, et transport).

L'administration française, en communiquant ces renseignements, allège donc considérablement le recensement et permet de mener à terme, dans de meilleurs délais et des conditions satisfaisantes, cette opération d'informatisation.

Il semble que le but immédiat soit de permettre aux décideurs ivoiriens d'évaluer les facteurs de rendement de leur assistance technique afin de mieux en maîtriser le coût. Il s'agit, en effet de trouver des critères financiers permettant d'opérer les choix douloureux qu'impose la potion budgétaire recommandée par le FMI et la Banque Mondiale. Une récente décision prise en Conseil national (2) (*Fraternité Matin* du 18/08/84) confirme cette tendance en annonçant, pour fin 1984, la suppression de la majorité des contrats d'experts (à ne pas confondre avec les coopérants).

Il convient de souligner que cet

accord constitue un test pour chacune des parties. Car, en fait, les occasions de détournement d'un tel fichier ne manquent pas.

### QUELLES GARANTIES ?

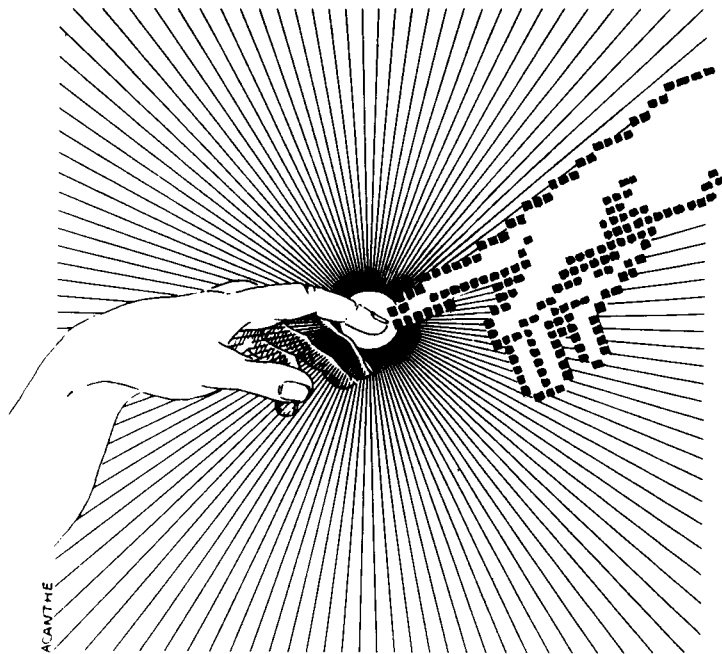
Ce transfert de données pose de nombreux problèmes en regard de la législation française en vigueur (3) :

- confidentialité du Site-Exercice du droit de contrôle et de rectification au titre des articles 34 et 36 de la loi
- caractère inopportun des informations sur la vie privée des personnels
- apurement du fichier dans le cas d'un départ au titre de l'article 31.

L'avis favorable émis par la CNIL sur le projet d'arrêté prévoit une durée probatoire de deux ans en demandant un certain nombre d'aménagements qui, malheureusement, n'offrent pas le caractère formel de garanties juridiques inscrites dans un cadre législatif ou réglementaire. Entre autres, ont été introduites les deux garanties suivantes :

- 1) limitation de conservation des informations à deux ans suivant la fin de l'intervention du coopérant ;
- 2) énumération précise des destinataires de ces informations.

Bien sûr, la Commission réaffirme dans ses attendus, que la confidentialité du fichier sera assurée et que des garanties ont été prises pour « qu'aucune information sur les origines raciales, les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ainsi que les éventuelles appartenances syndicales des intéressés » ne figure au fichier ; cependant, elle se garde bien de préciser le cadre et les modalités du droit d'accès et rectification sur le fichier, reconnu individuellement aux intéressés. La Côte d'Ivoire ne s'étant pas encore doté d'un cadre législatif en matière de traitement automatisé des informations nominatives, de telles « garanties » risquent fort de ne rester que des clauses de style.



Vis-à-vis des autres Etats d'affectation qui se porteraient candidats, le président de la CNIL, Jean Rosenwald, dans la notification de l'avis, indique au ministre français délégué à la Coopération et au Développement, Christian Nucci, la doctrine de la Commission en matière d'accords bilatéraux :

- chaque demande d'avis devrait être examinée, au cas par cas, indépendamment des accords bilatéraux déjà négociés ;
- la CNIL invite le pays demandeur à adhérer à la Convention du Conseil de l'Europe (4) lorsque celle-ci entrera en vigueur.

L'option pragmatique choisie par la CNIL peut, néanmoins, constituer indirectement par la thématique du dossier ainsi instruit devant les autorités ivoiriennes compétentes (5), une opportunité pour les cadres nationaux, conscients de la nécessité d'une législation interne, de sensibiliser leurs responsables politiques. Quels éléments de réponse seront ainsi apportés au problème, encore naissant en Côte d'Ivoire, de la protection des données individuelles dans un pays en développement ?

Dominique DESBOIS  
Correspondant de *Terminal*  
en Côte d'Ivoire

1) Délibération n° 84-17 du 17 avril 1984 relative à un accord entre le ministre français des Relations extérieures et le ministre ivoirien de l'Economie et des Finances.

2) *Fraternité Matin* du 18/8/84.

3) Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés.

4) Convention du 28 janvier 1981 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, elle prévoit en son article 23 l'adhésion des pays non-membres du Conseil de l'Europe.

5) Principalement la Commission nationale informatique.